

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito : « A Samuel Paty... » / **p. 2 : Solidarité internationale** : en Bolivie, le peuple s'est exprimé ! / **p.3 à 5 : Place au débat** : en colère, je suis en colère... / **p. 5 à 7 : Actualité sociale** : VEOLIA SUEZ : pour une gestion publique de l'eau / Crise sanitaire et PME : résister mais jusqu'à quand ? / **p.7 : Avez-vous remarqué ?** : l'accès aux urgences à 18 euros / **p.8 : Appel des 49 pour la laïcité**

L'EDITO

A Samuel Paty, nous devons de nous souvenir du courage dont il a fait preuve pour s'affronter au tabou des caricatures afin d'exposer à ses élèves ce qu'est la liberté d'expression.

A Samuel Paty, nous devons d'emprunter un peu de ce courage pour cesser de nous incliner devant les injonctions des islamistes.

A Samuel Paty, nous devons la vérité, celle de ne plus trouver d'excuses à ceux qui, au nom de la pratique intégriste d'une religion, sèment la crainte dans nos quartiers et tuent.

Combat laïque, combat social. L'un et l'autre sont indissociables. L'un ne surpasse pas l'autre. Et on ne mène pas l'un sans l'autre. Le peuple ne le veut pas et nous reste sourd quand on l'oublie.

Qu'ils se taisent ceux qui prétendent combattre l'islamisme alors qu'ils abandonnent les quartiers à la misère sociale et intellectuelle. Alors qu'ils mettent les sociétés de HLM au pain sec, les contraignent à des économies comptables qui participent à la dégradation accélérée des logements sociaux. Alors qu'ils ferment les services publics : bureaux de poste qui baissent le rideau, transports publics qui ne desservent plus certaines rues trop dangereuses pour les chauffeurs, médecins qui fuient leur cabinet sous la menace des dealers, agences EdF, de la CPAM, centres des impôts qui disparaissent et contraignent les usagers à faire des kilomètres pour bénéficier de services qui leur sont dus. Les pompiers n'osent plus y pénétrer pour éteindre les feux de poubelles : marre d'être caillassés. Caillassés, comme tous ceux qui portent un uniforme -qui symbolisent l'Etat. Il y a longtemps que les agents de police -surtout les jeunes femmes, pire si elles sont noires ou maghrébines, regagnent leur domicile en civil et taisent leur profession. La police de proximité, celle qui connaissait les habitants et leur parlait, a déserté. On ne voit plus que la BAC. Et les emplois, particulièrement les vrais

emplois avec un vrai statut, sont à peu près inexistantes...

Quant à l'école, c'est à désespérer. Ceux qui en ont les moyens, Français de « souche » ou de « 2^{ème} génération » pareillement, fuient des classes où le niveau a baissé et où l'islamisme pénètre, en douceur d'abord par le port du voile pour les mères accompagnatrices, ensuite par les filles munies d'un certificat médical de complaisance pour ne pas pratiquer le sport.

Oui, nombreux sont ces quartiers abandonnés, non pas à eux-mêmes, mais à l'islamisation rampante.

Ca coûterait cher d'y réinstaller des bureaux de police, des services de proximité ? Ca coûterait cher de redonner des moyens à l'école publique, de dédoubler les classes, d'instaurer dans les locaux des aides aux devoirs, d'embaucher des surveillants et des accompagnateurs pour les sorties scolaires ?

Eh bien cela coûterait moins cher que de livrer une génération de déshérités au fanatisme religieux ! Ils sont nos compatriotes ou les hôtes de la République. Nous leur devons tout, exactement tout, ce que donne et doit donner la France à l'ensemble de ses enfants.

Et, en échange, nous exigeons le respect de la France républicaine. Et naturellement, ils aimeront leur pays.

Car le combat laïque est l'autre face du combat social.

Qu'ils se taisent ceux qui, au prétendu nom d'une « culture différente » leur dénie l'universel. Il n'y a pas de culture qui soit au-dessus de la commune humanité. Au nom d'aucune culture, d'aucune « ethnie », d'aucune origine sociale, d'aucune religion, on ne doit accepter l'infériorisation de la femme.



Dans notre République, il n'y a pas de race (concept scientifiquement erroné d'ailleurs) qui aurait un droit - ou un devoir- qu'une autre n'aurait pas. Il n'y a pas de race à discriminer, pas de race à privilégier. Quelle qu'elle soit. Il n'y a pas de race qui aurait des droits au nom de l'Histoire. Il n'y a pas de responsabilité collective sur le passé. Ni des « Gaulois » pour la colonisation. Ni des Maghrébins pour la mise en esclavage des subsahariens.

Il n'y a pas de religion qui peut s'arroger le droit de censurer sur la voie publique, dans les services publics, dans les médias et dans la transmission du savoir à l'école. Surtout pas à l'école où aucun signe religieux ne doit être toléré.

Et par-dessus tout, qu'ils se taisent les « oui mais ».

Qu'ils se taisent ceux qui pensent que les journalistes de Charlie, fallait pas les tuer même s'ils l'avaient bien cherché avec leurs blasphèmes, que Samuel Paty, c'est horrible cette décapitation mais pourquoi faisait-il de la provocation ? Et combien d'autres de ces posts lâches, hypocrites et indignes sur les réseaux sociaux...

Qu'ils se taisent ceux qui, gauchistes, racistes, indigénistes, bref tous les anti-progressistes, qui pensent que la laïcité est une opinion à combattre alors

que, il faut le dire et le redire, c'est la liberté d'avoir une opinion. Construite en raison hors des dogmes imposés.

Qu'ils se taisent et que la honte les submerge quand ils osent appeler au rassemblement de la place de la République alors que la veille -la veille !- ils préparaient une pétition contre la laïcité opportunément retrouvée par le Canard enchaîné.

Combat laïque, combat social. Indissolublement.

Nous sommes peu à le dire croyez-vous ? Nous sommes peu, trop peu dans les organisations politiques, syndicales, associatives. **Notre force est dans le peuple** qu'ils méprisent.

Marinette BACHE

Cet édito n'était pas terminé que l'islamisme tuait à nouveau à Nice. Qu'ajouter sinon ma colère ? Ma colère vis-à-vis de tous les hypocrites qui, pas en Turquie, en Arabie saoudite ou au Pakistan, mais ici, en France, ont fait semblant de condamner la décapitation de Samuel Paty pour, le lendemain, rappeler qu'on ne peut pas caricaturer la religion des musulmans, confondant ainsi croyants et fanatiques. En fait ce sont eux les islamophobes.

SOLIDARITE INTERNATIONALE



En Bolivie, le peuple s'est exprimé !

Par Aure BERRI

Luis Arce, le candidat de la gauche et dauphin de l'ancien chef de l'Etat Evo Morales, est sorti, nettement vainqueur dès le 1^{er} tour de l'élection présidentielle en Bolivie. Luis Arce remporte plus de 52% des voix et devance ainsi de plus de 20 points son rival, le centriste Carlos Mesa.

Rappelons les faits : Suite aux élections d'octobre 2019, le pays a connu une rupture constitutionnelle débouchant sur une prise de pouvoir (le 12 novembre) de la sénatrice d'opposition Jeanine Añez, dont le parti conservateur Unité démocratique (UD) venait d'obtenir un spectaculaire... 4,24 % des voix. Elle devint néanmoins miraculeusement « présidente » grâce à l'appui des Forces armées, de la police, des partis de droite et des factions d'extrême droite, de transfuges de la société dite « civile » – les Eglises catholique et évangéliques apportant leur bénédiction. En quelques heures, les Etats-Unis (de Donald Trump), le Brésil (de Jair Bolsonaro) et l'Union européenne (par la voix de son représentant León de la Torre) adoubèrent l'enfant adultérin de cette union et le baptisèrent « gouvernement de transition ». Le 20 octobre 2019, le président sortant Evo Morales, qui se représentait au nom du Mouvement vers le socialisme (MAS), avait gagné le premier tour du scrutin présidentiel avec 47,08 % des suffrages et plus de dix points d'avance sur le deuxième, Carlos Mesa (35,51 %) . Il était donc élu. Il n'a pas été poussé à la démission en raison de « fraudes » ayant entaché sa victoire ; alors qu'exploitait une vague de violence destinée à terroriser ses ministres et législateurs, ses proches, ses militants et électeurs, il a été victime d'un Coup d'Etat.

Aujourd'hui le peuple bolivien a parlé et remis démocratiquement et sans que personne (même pas l'OEA et l'UE !) ne remette en cause la transparence de ces élections.

La Bolivie « a -donc- renoué avec la démocratie », s'est félicité Luis Arce promettant « un gouvernement d'union nationale ». Avec un tel score, l'ancien ministre de l'Economie assure le retour au pouvoir du Mouvement vers le socialisme (MAS) après que son fondateur, Evo Morales, ait dû se réfugier en Argentine pour sauver sa vie. Plus qu'une rupture, c'est donc plutôt un vote pour la continuité.

Evo Morales a revendiqué la victoire de son parti : « Le MAS a gagné largement les élections, y compris au Sénat et à la chambre des députés. Arce est le président de Bolivie », a-t-il déclaré. Lors de ce scrutin, les 7,3 millions d'électeurs choisissaient leur président, leur vice-président et renouvelaient le Parlement bicaméral, dans le contexte inédit de la pandémie de coronavirus.

Quant aux « démocraties européennes », elles se taisent.

PLACE AU DEBAT



En colère, je suis en colère...

Je suis un médecin généraliste de terrain en colère...

Par Béatrice MULLIE

En colère contre la façon désinvolte qu'a ce gouvernement de traiter la médecine de ville

Depuis quelques semaines, au niveau de nos cabinets médicaux, nous nous prenons de plein fouet cette deuxième vague de Covid 19.

Qu'à cela ne tienne, nous sommes censés nous fournir en masques par nous-mêmes, la dotation d'Etat nous ayant été supprimée depuis le 4 octobre...

Pas grave, on se débrouillera... Comme nous avons eu à le faire lors de la 1ère vague... Nous n'avions alors à notre disposition ni masques, ni tests et avons dû nous adapter. Heureusement, j'avais eu la bonne idée, comme une partie de mes confrères, de conserver la dotation de masques (périmés mais... encore utilisables..) de Xavier Bertrand, distribuée au moment de l'épidémie de grippe H1N1 en 2009, en attendant d'enfin obtenir, au début au compte-gouttes, puis peu à peu plus généreusement, des masques chirurgicaux puis enfin les fameux FFP2, censés mieux nous protéger.

La débrouille, ça nous connaît... C'est ainsi qu'il y a quelques semaines, je me suis rapprochée d'un laboratoire de ville pour avoir de quoi tester mes patients symptomatiques afin de gagner du temps pour avoir un diagnostic rapide qui me permettrait d'être plus efficace en prenant le virus de vitesse.

Et, cerise sur le gâteau, on nous prend pour de bons petits soldats qui doivent obéir et suivre le protocole 4 D (dodo, domicile, doliprane... et pour certains malheureusement décès), faisant fi de notre examen clinique, de nos connaissances et de notre souhait de procurer les soins les plus adéquats aux malades, sous peine de sanctions par le CNOM (Conseil National de l'Ordre des Médecins), organe supplétif du Pouvoir...

Je pense à des confrères du Nord et de l'Est qui ont expérimenté des traitements (avec des médicaments bien connus) qui ont donné des résultats probants avec nettement moins d'hospitalisations mais ont été priés de se taire par le CNOM, sous peine de sanctions (cf « Je ne pouvais pas les laisser mourir » de J.J.Erbstein). Et bien sûr au professeur Raoult et son protocole Hydroxychloroquine/Azithromycine qui ont défrayé la chronique, avec interdiction aux médecins de prescrire l'HC.

Dernièrement, lui-même ne peut même plus en avoir le stock nécessaire alors qu'on lui propose gratuitement le Remdesivir, qui a fait la preuve de sa dangerosité et de son inefficacité mais a été acheté en grosses quantités et pour une très belle somme d'argent par l'Union Européenne...

Nous avons même reçu des recommandations élaborées par le Haut Conseil de Santé Public le 18 mai 2020 nous enjoignant de ne pas prescrire d'antibiotiques dans le traitement de la Covid en dehors de la présence d'un autre foyer infectieux documenté, et en tous les cas pas d'Azithromycine que certains médecins utilisaient comme anti-viral et immune-modulateur dans la Covid avec succès, semble-t-il...

Nous avons prêté le serment d'Hippocrate et nous nous devons de donner les soins qui nous semblent les plus adaptés possibles auprès de chaque malade, en notre âme et conscience et, non, nous ne pouvons les laisser mourir sans rien essayer...

En colère contre l'impéritie dont fait preuve ce gouvernement au niveau du milieu hospitalier (mais je ne suis pas dupe de leur malveillance jointe à leur indigence intellectuelle dans cette prise en charge...)

Aller dire au personnel hospitalier... qui lutte pied à pied depuis des mois contre ce virus, avec un manque criant de moyens de protection, de lits et de personnel qualifié... que le problème n'est pas celui du

nombre de lits et de l'insuffisance en personnes qualifiées mais un problème d'organisation, c'est vraiment faire preuve de la plus totale malhonnêteté...

Il fut un temps, en 2000, où l'OMS clamait que la France offrait les meilleurs soins de santé généraux, l'auréolant ainsi du titre de meilleur système de santé au monde.

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts, les différents plans santé mettant de plus en plus à mal l'hôpital public, la tarification à l'activité établie depuis 2007 cristallisant les tensions à l'hôpital.

La gestion comptable de la santé, qui ne devrait pourtant pas avoir de prix, a transformé peu à peu les hôpitaux en entreprises devant être rentables, entreprises gérées par des administratifs, le personnel médical ayant de moins en moins voix au chapitre.

En 2017, les établissements de santé comptaient un peu moins de 400 000 lits d'hospitalisation à temps complet, soit 69 000 lits en moins qu'en 2003 et même 100 000 lits en moins en une vingtaine d'années (source DREES: Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques).

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, plus de 8000 lits ont encore été supprimés...

Les urgentistes réclament à cors et à cris, depuis moult années, l'ouverture de lits de réanimation pour les porter de 5000 à 12000 afin de pouvoir travailler correctement, en particulier en période automno-hivernale. Le docteur Christophe Prudhomme, médecin urgentiste au SAMU, dit démarrer régulièrement ses gardes en sachant qu'il n'y a aucun lit disponible en réanimation (et ceci bien avant l'épidémie de Covid), ce qui l'obligera à perdre du temps au téléphone à la recherche de lits disponibles sur d'autres secteurs, de plus en plus éloignés du lieu de résidence des malades.

Cette politique inepte du flux tendu, volonté d'Etat de rentabilité du secteur de la santé, se base sur un remplissage des lits à 80 % en réanimation (Cour des Comptes Français 2007).

Si nous avions nos 12000 lits de réanimation, point ne serait besoin de couvre-feu et de confinement généralisés... Resterait à prendre de simples mesures ciblées, de bon sens...

NB : C'est pour ces raisons qu'en tant que médecin généraliste, je m'associe à la tribune, parue le 26 octobre dans le journal Libération, tribune signée par des personnels du monde médical mais aussi par des membres de la société civile, qui réclame un deuxième Ségur de la santé mais un vrai, pas un simulacre, qui remettrait en cause la gestion comptable qui nuit depuis 40 ans au secteur de la santé. Car, écrivent-ils, « ce n'est pas seulement le virus qui tue et fait souffrir, mais bien aussi la ligne Maginot d'un économisme imposé aux dispositifs de soins. Il faut un projet d'envergure avec agora permanente, tant les évolutions dans le domaine de la santé sont impressionnantes. »

Plus largement, en plus de ce qui est évoqué plus haut, en colère contre le pilotage global de la crise sanitaire par ce gouvernement

On peut citer, à titre d'illustrations :

- les injonctions contradictoires (pour les masques d'abord inutiles puis indispensables, le nombre de personnes autorisées pour des spectacles...);
- le manque de masques initial et prolongé plusieurs semaines par absence de renouvellement du stock d'Etat et d'anticipation ;
- la passoire permanente au niveau des aéroports et des frontières sans testing préalable aux entrées sur notre territoire national ;
- la très flagrante insuffisance de tests pendant la première vague puis l'excès de ceux-ci lors de cette deuxième vague et leur gestion « open-bar » embouteillant les laboratoires et entraînant des résultats parfois jusque 10 jours plus tard et rendant ainsi inefficace le « contact-tracing » ;
- la centralisation des prises de décision entraînant une inertie de transmission aux ARS d'au moins trois semaines :
- le confinement généralisé stupide pendant la première vague en lieu et place d'un confinement ciblé selon les régions ;
- la prolongation de l'état d'urgence permettant de museler la population en prenant toute mesure coercitive que le pouvoir voudrait mettre en place ;

- les fermetures des bars et des restaurants qui respectaient cependant très majoritairement les règles de distanciation (alors que les transports en commun restent bondés) et le couvre feu quasi-généralisé à 21h00 ;
- l'interdiction de prescription de médicaments connus et anciens, sous le prétexte fallacieux qu'il faut des études contre placebo alors que la balance bénéfices-risques, même si on n'en connaît pas la réelle efficacité, penche nettement pour peu de risques et tellement plus de bénéfice potentiel... ;
- les effets collatéraux systémiques majeurs sanitaires (avec, entre autres, reports de soins, retards de diagnostics et donc de prises en charge et explosion des pathologies psychiatriques), mais aussi sociaux et économiques ;
- les décès des personnes en EHPAD ou à l'hôpital sans accompagnement familial possible.

Et en colère contre le président de la République et ses annonces de ce mercredi soir

En dehors de toute concertation démocratique et de toute logique, le chef d'Etat a programmé une nouvelle période de confinement avec ses corollaires (attestations, interdiction de toutes réunions amicales et familiales...), assignant à domicile toute une portion de la population qui devra essayer de survivre le moins mal possible (retraités, chômeurs, télé-travailleurs, étudiants...), poursuivant ainsi la destruction des petits commerces et des PME, achevant le monde de la culture et des Arts...sans aucune certitude sur l'efficacité de cette mesure, d'autant que les contaminations se font le plus massivement à l'école, au travail et dans les familles...

Je finirai en citant le professeur Raoult il y a quelques jours sur LCI:

« A la fin, qu'est ce qu'on va suggérer?

Que tout le monde reste enfermé toute sa vie parce qu'il y a des virus dehors?

Mais vous êtes tous fous!

Vous êtes devenus tous cinglés! »

ACTUALITE SOCIALE



VEOLIA SUEZ : pour une gestion publique de l'eau

Par Yves LAOT

Depuis plusieurs mois, Véolia, entreprise multinationale spécialisée notamment dans la gestion de l'eau, tente de s'emparer d'une autre entreprise multinationale, Suez, qui a également un secteur important dans ce domaine et dans laquelle l'Etat détient une participation à travers Engie. Au début du mois, un nouveau pas semblait avoir été franchi puisque le conseil d'administration d'Engie, l'actionnaire principal de Suez, a décidé d'apporter ses droits de vote à Véolia et ce malgré l'opposition affichée du gouvernement qui a voté contre par l'intermédiaire de ses trois représentants. Saisi en référé, le tribunal de commerce a cependant gelé les choses faute d'information suffisante du comité d'entreprise.

Si la fusion se réalisait ce serait un gros coup dur pour Suez qui serait vraisemblablement contrainte par la Commission européenne de céder une partie de ses activités, sans compter que, qui dit fusion dit suppressions d'emplois, notamment dans les services administratifs.

N'en déplaise au PDG de Nestlé, l'eau est un bien commun de l'humanité. Dès lors, il n'y a qu'un moyen pour que sa gestion ne soit pas soumise à l'appétit d'actionnaires privés : un monopole public englobant l'ensemble des infrastructures que ce soit pour la distribution ou la gestion et le traitement des eaux usées, monopole qui peut être exercé dans les territoires par des régies, des SPL ou des EPIC. A noter que de plus en plus de communes ont compris l'intérêt de la gestion publique de l'eau comme c'est le cas à Paris. Cela permet de réaliser une gestion de qualité à moindre coût tant pour la collectivité que pour les usagers.

ACTUALITE SOCIALE



Crise sanitaire et PME : résister mais jusqu'à quand ?

Par Anthony GRATACOS

Président de la SAS GRATACOS et Fils

Secrétaire Général de la Gauche Républicaine et Socialiste

Depuis des mois je ne sais comment expliquer la situation, ni quels mots utiliser. Le langage dur et rébarbatif de la gestion d'une entreprise n'est pas sexy. Depuis des années, par petites touches, je m'y essaie pourtant. Avec plus ou moins de succès. Le champs lexical qui s'applique à la mort de celle-ci est encore moins séduisant. Ce n'est pas Waterloo, mais ce n'est pas non plus le chant du Cygne. Rien de romantique. Pourtant il faut bien parler. Raconter ce qui est invisible. Témoigner. L'interview de Bruno Le Maire mardi matin sur France Inter m'a décidé. Je ne me fais aucune illusion sur l'impact réduit du déballage indélicat et voyeuriste que je vais commettre. Mais ce sera dit.

Délirante interview. Terrifiante interview en vérité. Dans quel pays vit ce monsieur ? Pas dans le même que le mien, pour sûr. La réalité que je connais est tout autre. À Marseille les bars et les restaurants ont fermé depuis lundi. Les salles de sport ont clos leurs portes partout en France. C'est une première depuis le déconfinement. Il y en aura d'autres. Les traiteurs et les sociétés de l'événementiel souffrent. Les entreprises auxiliaires des transports terrestres et de l'aérien sont à l'agonie. Les associations connaissent une baisse des inscriptions inédites. Le secteur du tourisme dans sa globalité est lourdement touché. Sans parler de la restauration (au sens large du terme) et de la culture.

Beaucoup de secteurs restent impactés par la crise sanitaire, qui repart de plus belle, mais le gouvernement ne prend aucune mesure d'envergure et Bruno Le Maire ne semble pas s'en rendre compte. Les loyers commerciaux doivent être payés depuis le 10 septembre, quelle que soit la situation de l'entreprise. Le régime de chômage partiel va être révisé à la baisse au 1er novembre. Les banques ne délivrent plus de PGE (ou dans des conditions telles et avec tellement de paperasse que préparer le dossier équivaut à sacrifier l'activité de l'entreprise). La BPI est aux abonnés absents pour les PME et le médiateur du crédit est débordé. Les services des impôts se réveillent petit à petit et lancent les premières mises en recouvrement. L'URSSAF vient d'envoyer un courriel à toutes les entreprises en difficulté pour nous signaler qu'il faudrait bientôt négocier le recouvrement des créances.

Les huissiers commencent à se lâcher. Les mandataires judiciaires, dans un silence monastique et sans ostentation, commencent le travail de sape en se frottant les mains. Dans les DIRECCT (Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi), comme dans les Services des Impôts des Entreprises, les suppressions massives de postes de fonctionnaires depuis plus de 10 ans se font désormais sentir. Fini les validations sous 48 heures. Les dossiers sont visés un par un, donc tout est en retard. J'attends encore le versement du chômage partiel d'août et la validation d'un deuxième volet de chômage partiel jusqu'à fin octobre déposé début septembre... En attendant la moitié de mes salariés n'ont rien touché depuis mi-août. Les entreprises, commerçants, artisans... tous doivent faire face à une situation inédite avec des mesures d'urgence qui s'éteignent petit à petit et qui ont été prévues il y a des mois, alors même que l'épidémie continue au-delà de ce que chacun avait envisagé. Pendant ce temps de grandes entreprises (Phildar, Alinéa...) profitent d'une ordonnance honteuse qui permet la reprise des fonds de commerce par les propriétaires eux-mêmes au Tribunal de Commerce, en se débarrassant des créances et sans consulter le parquet. Les grands groupes trouvent des astuces avec la complicité du gouvernement. Les petits claquent. Nous sommes aux portes de l'enfer.

Étonnante situation que la mienne. J'entends Bruno Le Maire mardi matin sur France Inter nous parler du budget 2021, des mesures "exceptionnelles" de relances, de la priorité de l'emploi et d'un taux de croissance de 8%. Si peu sur les faillites. Pas un journaliste pour poser la question. Pas un journaliste pour confronter le discours à la réalité bien pauvre des mesures prises et de celles qui s'éteignent contre toute logique. À l'hallucination en action des tracasseries bancaires et administratives, à la faillite qui devient inévitable, s'ajoute un décalage profond, une dystopie réelle, entre ce que je vis et le bruit médiatique, dans un pays figé

par la peur et l'angoisse du lendemain. Cachez cette crise que nous ne saurions voir. J'écoute de mes deux oreilles évidemment.

Comme militant et responsable politique j'essaie d'informer et d'alerter mes coreligionnaires, au risque de jouer les Cassandra (avec l'éternel refrain sur l'économie, qui est aussi psychologique : il ne faudrait pas affoler les foules, Anthony...). J'ai travaillé à des mesures concrètes et au plan de relance proposé par mon Parti. Je suis convaincu que des mesures courageuses comme la diminution du temps de travail, le recours massif et durable au chômage partiel ; le privilège du travail sur la rente (en continuant de suspendre les loyers et les crédits) ; le gèle des entreprises les plus en difficulté pour les réveiller après la crise permettrait d'étaler la tempête, d'éviter un effet multiplicateur d'un chômage massif sur la crise économique et de faciliter la reprise après l'épidémie. Mais ça n'arrivera pas avec ce gouvernement. Comme chef d'entreprise je supporte de moins en moins ce glissement lent qui mène en silence vers l'abattoir.

L'abattoir ce sera le Tribunal de commerce. Le bourreau le mandataire judiciaire. Le complice, le bras désarmé du Parquet. Voici le théâtre du cauchemar éveillé auquel je vais bientôt être confronté avec tant et tant de mes confrères. Dans un silence de mort. La justice privée est douce et feutrée. C'est un étrangleur Ottoman. Elle tue puis enterre en silence. Je ne me laisserai pas ensevelir dans un songe. Dépecer. Car à l'injustice d'une situation à laquelle nous ne pouvons plus rien, à la perte d'emploi, d'années de travail acharné, à l'opprobre qui ne manquera pas de tomber sur nous qui n'avons pas tenu, qui n'avons pas résisté aux soubresauts d'un monde malade, s'ajoute l'indifférence. L'insupportable indifférence de ceux qui nous gouvernent. "Aucune entreprise ni aucun emploi..." avait-il dit... Pourtant le risque de tout perdre est là. Famille, logement, santé... Je ne me laisserai pas couler sous les larmes de crocodile du Ministre de l'Économie et du Président de la République. En attendant la fin, chaque jour travaillé est de plus en plus pénible. Par la fenêtre de mon bureau où s'agitait notre petit monde jour et nuit, plus rien ne bouge. Ou si peu. Les téléphones ne sonnent plus. Les portes restent fermées. Le silence s'est installé dans les bureaux et les entrepôts. Je ne m'étais pas rendu compte en presque 10 années que notre travail était aussi un bruit rassurant. Enveloppant. Il me manque. Chaque jour, ouvrir le courrier, comme un supplice. À un moment ou à un autre, que je ne peux prévoir, dans une enveloppe frappée des trois couleurs, quelques lignes froides scelleront notre destin pour nous envoyer à la liquidation. Liquidation, quel mot terrible... Tout sera alors consommé.

En attendant, il faut continuer. Tenir. Faire face aux coups et aux déboires. Un par un. Chaque jour j'apprends çà et là que tel artisan ou tel chef d'entreprise abandonne. Avec le cortège lamentable de suppression d'emplois qui suit. À Roissy, où mon entreprise opère, c'est quotidiennement l'annonce des mauvaises nouvelles, des plans sociaux et des redressements judiciaires. Le bruit insupportable des entreprises qui craquent et des vies qui se brisent. Il faudra supporter le bruit de l'effondrement qui est en cours. Vous nous entendrez rugir et gronder sans relâche, jusqu'à ce que les agneaux deviennent des lions.

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?



L'accès aux urgences à 18 euros !

Par Pierre MESCOFF

L'Assemblée nationale vient de décider à la demande du gouvernement dans le cadre du projet de loi PLFSS que l'accès aux urgences coûterait désormais 18 euros pour ceux qui ne sont pas hospitalisés après. Certes, les mutuelles prennent généralement en charge ce forfait, réduit pour les personnes en affection de longue durée mais quid des personnes qui n'ont pas de mutuelle parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer ?

Une fois de plus ce sont les plus précaires qui sont les premières victimes alors que souvent ils n'ont pas d'autres choix parce qu'ils n'ont pas les moyens de se faire soigner ailleurs. A n'en pas douter certains rêvent d'installer en France la politique de santé américaine où ceux qui n'ont pas d'assurance doivent acquitter des sommes énormes pour se faire soigner. Outre qu'elle est profondément inégalitaire, cette politique est dangereuse d'un point de vue sanitaire. On le voit bien aux Etats-Unis où ce sont les plus pauvres qui payent le plus lourd tribut avec la pandémie du Covid et ce n'est pas près de s'améliorer avec la menace qui pèse sur la réforme Obamacare pourtant bien loin d'instaurer l'égalité devant la santé. La dernière juge nommée à la Cour suprême outre son combat contre l'avortement est en effet connue pour son opposition à cette loi sur laquelle devrait se prononcer à nouveau la Cour dans les prochaines semaines.

APPEL DES 49 POUR LA LAÏCITÉ

Nous publions ci-dessous un appel signé par 49 personnalités dont Elisabeth Badinter et Henri Pena-Ruiz que nous vous invitons à signer sur : <https://www.change.org/p/les-citoyens-français-l-appel-des-49-pour-la-laïcité...> Le CA

Ne capitulons pas, ne capitulons plus ! Pour un rassemblement laïque des citoyens

La mort d'un professeur de collège vient d'ébranler la France, cristallisant toutes les aspirations et les préoccupations d'un peuple, tant est immense sa portée.

On a tué un homme. De la manière la plus barbare et la plus expressive qui soit, dans le rituel codifié d'exécution religieuse de l'islam radical. On a assassiné un homme pour avoir accompli sa tâche avec modestie et sans frémir. On a exécuté un professeur qui remplissait la mission la plus noble, celle de contribuer à l'émancipation et à la construction de la conscience des jeunes élèves dont il avait la charge pédagogique et morale. On s'est attaqué au creuset de la République, son École.

Avec près de 300 morts dont le souvenir pèse sur nos cœurs depuis 2012, ce mort-là est l'électrochoc qui donne aux Français la force de ne plus accepter l'inacceptable. Et comme dans ces sursauts que peuvent accomplir les peuples souverains lorsqu'ils prennent conscience de leur unité, en quelques jours ce qui semblait impossible devient possible et s'accomplit même déjà.

La remise en question permanente de la liberté d'expression et les assauts répétés contre notre école publique sont les symptômes évidents de la volonté ultime de nos ennemis : saper les fondements démocratiques de la République française. En voulant détourner une partie de la jeunesse de nos principes, en tentant de la liguier contre ses lois et ses institutions, c'est la promesse de tout un peuple que l'on tente d'arracher, c'est notre futur que l'on souhaite anéantir. Les Français en ont aujourd'hui conscience, dans leur immense majorité.

Les mêmes qui depuis trois décennies tentent de convaincre les Français qu'ils sont coupables de tout, qu'ils ne voient pas ce qu'ils voient, que s'ils meurent sous les balles et les lames des couteaux, c'est bien leur faute et non celle des assassins, restent à l'écart de ce mouvement populaire et démocratique profond. Ceux-là ne comprennent pas ce qui est en train de se passer, ils ne comprennent pas l'éphémère et délicate union d'un peuple et de ses représentants autour d'un projet de salut public.

Pour accompagner cette prise de conscience et pour rétablir une laïcité pleine et entière, seule garante de la paix et de la concorde civile dans notre République, il est du devoir des responsables politiques d'insuffler une nouvelle dynamique. Des organismes publics adaptés à cet horizon politique transformé doivent voir le jour, nourris d'une ambition sans autres limites que celles de la raison, de la science et du droit.

Nous attendons du président de la République, du gouvernement et des représentants du peuple qu'ils créent ces moyens inédits et orchestrent leur action pour porter haut l'idéal laïque, en remplacement de ceux qui ont fait leur temps et dont l'esprit, les objectifs, l'organisation et les travaux ne correspondent plus aux ambitions nouvelles. Ceux-là se sont écartés de la défense de la laïcité, allant jusqu'à prendre constamment le parti de ses adversaires, de tribune en préface, de critiques des laïques les plus respectés en prise de position des plus ambiguës.

L'espoir suscité parmi les Français ne peut être déçu. La mise en œuvre de nouveaux outils, de nouvelles instances, adaptés à ce paysage laïque transformé, est essentielle. C'est tout l'édifice laïque qui est aujourd'hui à restaurer sur la base de la Loi de 1905, son fondement le plus solide. Cela ne pourra se faire qu'avec des femmes et des hommes intimement convaincus de leur mission de redonner aux Français la fierté de leur modèle émancipateur et fraternel.

VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel :
webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice
de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :
ADRESSE :
TEL : Portable :
E-mail :
 J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)